

**LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU l'arrêté permanent n°15-1187 en date du 9 avril 2015 portant réglementation de la circulation au droit des chantiers d'entretien courant de la chaussée et de ses dépendances situés hors agglomération,  
VU l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n°23-1484 en date du 05/05/23 portant délégation de signature,  
VU la demande de l'entreprise SAS ENGELVIN TP Réseaux en date du 14/06/23 sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux de remplacement des appuis aux abords de la RD 1 sur la RD n°1,  
SUR proposition de Monsieur le Chef de l'UTCD de Langogne en date du 14/06/23.

**AUTORISE**

ARTICLE 1 : L'entreprise sus visée à mettre en place la signalisation réglementaire relative aux restrictions de circulations définies et précisées à l'article 2 de la présente autorisation, conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 15-1187 en date du 9 avril 2015 également sus visé.

ARTICLE 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront du lundi 19 juin 2023 au vendredi 7 juillet 2023.

Durant cette période, sur la RD n°1 entre le PR 41+500 et le PR 43+339, sur la commune d'Arzenc de Randon :

- une **INTERDICTION DE DOUBLER** sera instituée sur la section,
- la vitesse sera **LIMITÉE à 50 km/h**,
- la circulation pourra être **mise en ALTERNAT** au moyen de panneaux B15/C18, de piquets K10 ou de feux tricolores instituant un sens prioritaire.

ARTICLE 3 : La signalisation devra être conforme aux prescriptions de la fiche n° CF12 ou CF13 ou CF22 ou CF24 du guide du SETRA « Signalisation temporaire sur routes bidirectionnelles (manuel du chef de chantier – Edition 2000) ».

ARTICLE 4 : **La présente autorisation ne vaut pas autorisation de voirie.**

ARTICLE 5 : La présente autorisation devra obligatoirement être affichée sur le site du chantier par l'entreprise. Celle-ci sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

ARTICLE 6 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification." *le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Langogne, le 14 juin 2023  
Pour la Présidente du Conseil départemental  
Le Chef de l'Unité Technique  
Jacques SOUCHON



Diffusion : Entreprise, commune(s) concernée(s), Gendarmerie et SDIS